Zeitschrift: Revue suisse : la revue des Suisses de l'étranger
Herausgeber: Organisation des Suisses de l'étranger
Band: 50 (2023)
Heft: 6

Rubrik: Nouvelles

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 14.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Walter Thurnherr

Depuis huit ans, le Chancelier fédéral Walter Thurnherr, chef d'état-major du Conseil fédéral, était au cœur du pouvoir sans être membre du gouvernement. Par le lien direct qu'il a avec l'exécutif, ce poste est important pour les partis politiques. Walter Thurnherr est membre du Centre. Il a surpris en ne se présentant pas à sa réélection par le Parlement. Âgé de 60 ans, il jouit d'une belle notoriété. Les observateurs estiment qu'il a parfaitement rempli son mandat et que sa voix, bien que purement consultative, a eu de l'influence. Walter Thurnherr ne s'est pas contenté d'exercer sa fonction de manière sagement administrative. On lui prête une pensée analytique et rapide, et l'on apprécie ses talents d'orateur et ses traits d'esprit. Selon ses propres dires, l'humour lui permet de garder de la distance et lui rappelle qu'il existe une vie hors du Palais fédéral. Né en Argovie, il connaît aussi la vie hors de la Suisse, puisque sa carrière diplomatique, embrassée après des études de physique, l'a entraîné à Moscou et à New York. Au Département des affaires étrangères, il était au service des Suisses de l'étranger. Nombre d'entre eux estiment que plus tard, à la tête de la Chancellerie fédérale, il n'a pas fait avancer assez vite le dossier du vote électronique. Adepte du numérique, le Chancelier a toujours rétorqué que l'e-voting nécessite une majorité, et que cela prend du temps dans le système politique suisse. Il quitte son mandat de son propre chef, après avoir confié aux médias que la dernière législature et toutes ses crises ont été difficiles. Il n'a pas encore révélé ce qu'il compte faire à l'avenir. Peut-être consacrera-t-il plus de temps à son violon d'Ingres: publier des phénomènes mathématiques et physiques étonnants sur les réseaux sociaux.

SUSANNE WENGER

L'Église catholique a étouffé plus de 1000 cas d'abus sexuels

En Suisse aussi, l'Église catholique a systématiquement étouffé ou minimisé les abus sexuels pendant des décennies: tel est le résultat d'une étude menée par des historiens de l'Université de Zurich, qui mettent en évidence des transgressions problématiques, mais aussi des abus «gravissimes, systématiques, ayant duré plusieurs années». L'étude a été réalisée sur mandat de la Conférence des évêques suisses et publiée à la mi-septembre. Les historiens ont identifié, pour la période allant de 1950 à 2022, 1002 cas d'abus sexuel, 510 prévenus et 921 victimes. Selon eux, il ne s'agit là toutefois que d'une «petite partie» des cas qui se sont réellement produits, toutes les archives ecclésiastiques n'ayant pas encore été examinées. De nombreux membres de l'Église catholique ont exprimé leur consternation à la suite de ces révélations. Le nombre de défections a rapidement augmenté. (MUL)

Après l'attaque sur Israël, le Conseil fédéral envisage d'interdire le Hamas

L'attaque du Hamas en Israël et l'escalade de la violence au Proche-Orient a également provoqué une grande stupeur en Suisse. Le Conseil fédéral est en train d'examiner si le Hamas pourrait être classé au nombre des organisations interdites. Pour cela, une modification de la loi serait nécessaire. Par ailleurs, le gouvernement procède à une vérification des flux d'argent qui circulent entre la Suisse et les organisations actives dans la région, en se concentrant sur les organisations palestiniennes. Le ministre des affaires étrangères, Ignazio Cassis, s'est aussi exprimé sur les 20 millions de francs dont bénéficie chaque année l'Office de secours pour la Palestine (UNWRA). D'après lui, il n'existe «aucune solution de rechange» à l'UNWRA, car aucune autre organisation ne pourrait se charger de ses activités en matière de soins de santé et de formation. Actuellement, près de 28 000 citoyens suisses vivent en Israël. Au moins un binational suisso-israélien a été tué lors des affrontements. (MUL)

Swiss Olympic rêve de Jeux olympiques d'hiver décentralisés et durables en Suisse en 2030

Swiss Olympic espère que la Suisse pourra accueillir les Jeux olympiques d'hiver en 2030, voire en 2034. L'association fait la promotion de son projet au moyen d'une nouvelle étude de faisabilité, qui montre que la Suisse serait en mesure d'organiser des Jeux d'hiver décentralisés et en grande partie durables. Il s'agit en quelque sorte d'aller à contre-courant du gigantisme des Jeux de ces dernières années. Les candidatures de la Suisse aux Jeux olympiques se sont jusqu'ici souvent heurtées au scepticisme des Suisses, qui ont «enterré» bon nombre de ces projets en votation populaire, souvent par crainte du montant de la facture et de l'impact sur l'environnement. Pour 2030, Swiss Olympic entend se passer du verdict du peuple et estime pouvoir financer les Jeux presque entièrement par des moyens privés. (MUL)